

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2017

**CHAPITRE 07**

**MINISTERE  
DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE ET  
DE LA DECENTRALISATION**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017	9
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>10</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 092: MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>	11
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	13
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	15
2.2.	<b>PROGRAMME 093: APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION</b>	20
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	21
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	22
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	25
2.3.	<b>PROGRAMME 094: DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE</b>	29
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	30
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	31
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	31
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	33
2.4.	<b>PROGRAMME 095: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS- SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>	37

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	39
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017	39
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017	42
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>52</b>
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	53
3.2.	LEÇONS APPRISES	55
3.3.	PERSPECTIVES	55

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le Rapport Annuel de Performance est une exigence de la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et autres entités publiques. Son élaboration traduit la volonté du Ministère de l'Administration Territoriale de s'inscrire dans la dynamique gouvernementale de transparence et de reddition des comptes en rapport avec les principes de la gestion axée sur les résultats (GAR).

En effet, il est question à travers ce document budgétaire, de rendre compte à la Représentation Nationale, et à travers elle, au Peuple Camerounais contribuable et client de l'Administration, des engagements pris par l'ex- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans son Projet de Performance Annuel 2017.

Dans cet esprit, le Rapport Annuel de Performance 2017 de l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation s'organise autour des points ci-après :

- le contexte ;
- l'état de mise en œuvre des programmes en 2017 ;
- le bilan stratégique et les perspectives.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La Vision de Développement du Gouvernement est de faire du Cameroun « Un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035 (Document de la Vision, page V). Pour y parvenir, quatre objectifs principaux sont visés, à savoir :

- réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ;
- accéder au statut de pays à revenu intermédiaire ;
- devenir un Nouveau Pays Industrialisé ;
- consolider le processus démocratique et renforcer l'unité nationale.

Dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), ces objectifs ont été développés et précisés autour d'une approche multisectorielle qui plaçait l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans le secteur de la « Gouvernance », dont les objectifs majeurs sont :

- consolider la fonction de dépositaire de l'intérêt général de l'Etat en renforçant ce dernier dans son rôle de facilitateur et de régulateur de l'activité économique et sociale ;
- améliorer l'environnement des affaires et consolider le partenariat entre le secteur public et le secteur privé, ainsi que la gouvernance d'entreprise ;
- améliorer la participation des citoyens et de la société civile dans la gestion des affaires publiques. (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, Chapitre 5).

Les objectifs du secteur Gouvernance ont été organisés en deux (02) composantes, à savoir : « Gouvernance et Etat de droit » d'une part, et « Gestion stratégique de l'Etat » d'autre part.

Ainsi, dans la composante « **Gouvernance et Etat de droit** », qui capitalise les acquis de la mise en place d'Elections Cameroon en 2006 et les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du Programme National de Gouvernance (PNG), l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation était particulièrement interpellé sur le renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens, (paragr. 368 et suivants) à travers notamment :

- l'amélioration du système électoral (paragr. 369), dans le cadre de la liaison avec Elections Cameroon ;
- la consolidation du dispositif national de promotion et de protection des droits humains (paragr. 371), à travers la restructuration du système national de l'état civil ;
- le renforcement du maintien de l'ordre, de la sécurité aux frontières, et de la protection civile (paragr. 372), via les autorités administratives à travers les interventions spécifiques en matière de prévention des risques, de concert avec les autres administrations concernées.

(Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, Chapitre 5, 5.1.)

Dans la composante « **Gestion stratégique de l'Etat** », l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation était prioritairement responsable des mesures prises pour l'approfondissement du processus de décentralisation (paragr. 384 et suivants), option fondamentale devant progressivement se matérialiser par :

- la mise en place des régions ;
- la conduite à terme et dans les meilleurs délais du processus de transfert des compétences

et des ressources aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ;

- le renforcement des capacités des élus et techniciens locaux des CTD pour l'émergence d'une véritable fonction publique locale;
- le renforcement du rôle économique des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

Dans ce même sillage, l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation était chargé de s'assurer en liaison avec le MINEPAT et les Partenaires Techniques Financiers (PTF), de la prise en compte du processus de décentralisation dans la mise en œuvre des stratégies sectorielles ainsi que de la responsabilisation des CTD comme acteurs de premier plan pour l'amélioration des conditions de vie des populations, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Par ailleurs, l'ex-MINATD devait veiller à ce que les conditions soient réunies pour le renforcement du rôle économique des communes, à travers les contrats plans, les contrats de ville, et les appuis financiers multiformes pour la mise en œuvre des plans de développement locaux (paragr. 387).

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Selon le décret N° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, l'ex-Ministre de l'Administration Territoriale et de la décentralisation était responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de protection civile, de décentralisation et de suivi des questions électorales.

Ainsi, l'ex MINATD était chargé:

### \* Dans le domaine de l'administration du territoire,

- de l'organisation et du fonctionnement des circonscriptions administratives et des services locaux de l'administration territoriale ;
- de la préparation et de l'application des lois et règlements relatifs aux libertés publiques ;
- de l'organisation et du suivi des chefferies traditionnelles ;
- du suivi des activités des associations et des mouvements à caractère politique;
- du suivi des activités des associations, organisations et mouvements à but non lucratif ;
- du maintien de l'ordre public, de concert avec les forces spécialisées;
- de l'organisation et du contrôle des centres d'état civil;
- du suivi des activités privées de gardiennage.

### \* Dans le domaine de la décentralisation,

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la réglementation relative à l'organisation et au fonctionnement des CTD ;
- de l'évaluation régulière de la mise en œuvre de la décentralisation ;
- de l'exercice de la tutelle de l'Etat sur les CTD, sous l'autorité du Président de la République.

Il faut relever, dans le prolongement de ses missions, que l'ex-MINATD assurait la tutelle technique sur :

- le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) ;

- le Bureau National de l'Etat Civil (BUNEC) ;
- le Centre de Formation pour l'Administration Municipale (CEFAM).

**\* Dans le domaine de la protection civile,**

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation et des normes en matière de prévention, de gestion des risques et des calamités naturelles, en liaison avec les autres administrations concernées ;
- de la coordination des actions nationales et internationales en cas de catastrophes naturelles.

**\* En matière électorale,**

- du suivi des questions électorales et de la liaison permanente avec Elections Cameroon (ELECAM), organisme indépendant chargé de l'organisation, de la supervision et de la gestion du processus électoral et référendaire.

Dans la perspective de la réalisation des missions susmentionnées, l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation s'était doté de quatre programmes dont trois (03) programmes opérationnels et un (01) programme support selon la cartographie ci-après :

- programme 092 : Modernisation de l'Administration du Territoire ;
- programme 093 : Approfondissement du Processus de Décentralisation ;
- programme 094 : Développement du Dispositif National de Protection Civile;
- programme 095: Gouvernance et Appui Institutionnel dans Le Sous-secteur Administration du Territoire.

### 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre (04) programmes de l'ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ont été mis en œuvre en 2017 dans un environnement influencé aux plans sécuritaire, économique et social par les facteurs ci-après :

**Au plan économique,** la conjoncture internationale défavorable, en raison notamment de la baisse persistante des cours des matières premières, qui a négativement impacté la croissance économique et le progrès social.

**Au plan sécuritaire :**

- l'extension du djihad par des sectes terroristes telles que AQMI, BOKO HARAM, SHEBAB à travers le Nord de l'Afrique et dont les activités ont fortement menacé la paix et la sécurité des Etats africains au Sud du Sahara;
- l'apparition du phénomène des prises d'otages par des bandes criminelles à la frontière orientale de notre pays du fait de l'insécurité dans les pays voisins;
- les revendications socio-professionnelles ayant abouti à la crise sécuritaire dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ;

**Au plan social :**

- la création de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme ;

- la rémanence des phénomènes migratoires, notamment dans la Région de l'Extrême-Nord, tant en ce qui concerne les réfugiés que les déplacés internes ;
- la prolifération des jeux de hasard clandestins qui a constitué un obstacle à l'activité de régulation et de contrôle du secteur.

#### **1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2017**

L'activité du département ministériel en 2017 a également été marquée par la persistance des tensions socio-politiques dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 092

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Responsable du programme

NDZANA LOUIS DE GONZAQUE ANAC  
*Directeur de l'Organisation du Territoire*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif poursuivi par le programme Modernisation de l'Administration du Territoire est : d'« Assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens ».

Le programme est apprécié, dans sa mise en œuvre, à travers la « Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux adéquates (bureaux aux normes) » et la « Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de résidences adéquates (résidences aux normes) »

Le programme 092 repose sur les actions ci-après :

- Gestion du territoire ;
- Réhabilitation de l'état civil ;
- Revalorisation de la chefferie traditionnelle ;
- Optimisation des capacités opérationnelles des Autorités Administratives ;
- Sécurisation des frontières ;
- Contrôle de la circulation des armes et des activités privées de gardiennage ;
- Régulation et encadrement de l'exercice des libertés ;
- Maintien de l'ordre et sécurité des personnes et des biens ;
- Coordination des activités des Services déconcentrés de l'Etat.

OBJECTIF	Assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens.	
Indicateur	Intitulé:	proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux adéquates (bureaux aux normes)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	74.80000305175781 2017
Indicateur	Intitulé:	proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de résidences adéquates (résidences aux normes)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	64.8499984741211
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	66.0 2017
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: GESTION DU TERRITOIRE Action 02: REHABILITATION DE L'ETAT CIVIL Action 04: OPTIMISATION DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES Action 06: CONTROLE DE LA CIRCULATION DES ARMES ET DES ACTIVITES DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE Action 08: COORDINATION DES ACTIVITES DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	
DOTATIONS INITIALES	AE 19 005 264 000	CP 18 491 264 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDZANA LOUIS DE GONZAQUE ANAC, Directeur de l'Organisation du Territoire	

## 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 092 intitulé « Modernisation de l'Administration du Territoire » a été exécuté en 2017 dans un contexte marqué à l'échelle de la sous-région, par la poursuite des activités des sectes terroristes telles que AQMI, BOKO HARAM, SHEBAB dans le Nord de l'Afrique et dont les répercussions ont fortement menacées la paix et la sécurité dans le grand Nord du pays, les revendications socio-professionnelles ayant abouti à la crise sécuritaire dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. On a noté au cours de cette année, la prolifération des armes légères et de petit calibre, la persistance et l'augmentation des mouvements des réfugiés vers le Cameroun malgré la stabilisation progressive de la situation politique et sécuritaire en République Centrafricaine.

Cette situation sécuritaire a nécessité le renforcement des actions de préservation de la paix sur l'ensemble du territoire, notamment par la collecte, le recoupement et l'analyse du renseignement prévisionnel.

La protection de la nationalité camerounaise, à travers l'opérationnalisation du Bureau National de l'Etat Civil, est apparue dès lors comme une priorité nationale, pour des raisons sécuritaires, politiques et économiques.

On a également noté, la prolifération des jeux de hasard (paris sportifs, jeux en ligne, etc.) qui a nécessité une intensification de l'activité de régulation et de contrôle.

## 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

L'objectif poursuivi par le programme était d'assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens. L'atteinte de cet objectif est appréciée par la proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux adéquates (bureaux aux normes) et la proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de résidences adéquates (résidences aux normes).

La valeur de l'indicateur 1 ayant été réévaluée à 62,5% en 2017, la performance de ce programme a été appréciée par l'indicateur 2 qui devait passer de 64,84% à 66% entre 2015 et 2017. Au terme de l'exercice budgétaire 2017, cet indicateur affiche une valeur de 70,31%.

**L'action 01** intitulée **gestion du territoire** avait pour objectif d'**assurer une maîtrise optimale du territoire national**. Son indicateur était : « Nombre de litiges territoriaux réglés par an. ». Au terme de l'année 2017, le constat qui se dégage est qu'en dépit de la guerre contre la secte terroriste Boko Haram et la crise sécuritaire qui sévit dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le MINATD et les Autorités Administratives ont assuré la permanence de l'autorité de l'État et du service public sur l'étendue du territoire national. Par ailleurs, les libertés publiques et l'ordre public ont été préservés conformément aux lois et règlements de la République, en liaison avec les forces de maintien de l'ordre.

**L'action 02** intitulée Réhabilitation de l'Etat Civil, avait pour objectif d'améliorer la fiabilité et la sécurité des actes d'état civil et sa performance mesurée par le « Nombre des centres d'état civil secondaires construits ». Le résultat disponible à la fin de l'exercice budgétaire 2017

indique une performance de 18 centres d'état civil secondaires construits pour un taux de réalisation technique de 53%.

S'agissant de l'**action 04** libellée « optimisation des capacités opérationnelles des Autorités Administratives », elle avait pour objectif d'améliorer l'efficacité opérationnelle des Autorités Administratives. Son indicateur était « **nombre d'Autorités Administratives dotées de ressources matérielles conformes au Kit** ». Cet indicateur devait être porté de 278 en 2015 à 75% en 2018. Les efforts consentis pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des autorités Administratives, ont permis d'obtenir une performance de 287 pour un taux de réalisation technique de 30%.

Quant à l'**action 06** relative au contrôle de la circulation des armes et des activités des sociétés privées de gardiennage, elle avait pour objectif de maîtriser la circulation des armes et l'exercice des activités privées de gardiennage. Son indicateur était « Nombre de sociétés de gardiennage et d'armureries contrôlées par an ».

Enfin, l'**action 08** intitulée « coordination des activités des services déconcentrés de l'Etat » avait pour objectif d'assurer le maintien de l'ordre et optimiser harmonieusement les projets et programmes gouvernementaux. Son indicateur était le « Nombre de réunions des Comités de Coordination Administrative (CCA) tenues par an ». La valeur de l'indicateur devait être maintenue à 1962 entre 2015 et 2019.

Les actions 3, 5 et 7 n'ayant pas reçu d'allocations budgétaires, leurs performances ne peut être appréciées.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	70,31%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	//	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 17 400 821 208	CP 16 886 821 208
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 604 442 792	Ecart CP 1 604 442 792
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 12 491 132 665	CP 11 652 734 565
TAUX DE CONSOMMATION	90,63 %	90,63 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le calcul de valeurs de cet indicateur 1 avait été fait en prenant en compte uniquement les Chefs des Circonscriptions Administratives. Or les collaborateurs des Gouverneurs de Région, Préfets et Sous-Préfet sont aussi des Autorités Administratives. Le calcul de la valeur de l'indicateur 1 fait en prenant en compte les collaborateurs des Chefs de Circonscription administratives donne une valeur de 62,5%.	
PERSPECTIVES 2018	En perspective, les actions ci-après sont envisagées dans le cadre de ce programme : <ul style="list-style-type: none"> <li>• poursuite des travaux de construction des bureaux et résidences des Autorités Administratives;</li> <li>• recensement des chefferies et des chefs traditionnels ainsi que la mise à jour du fichier y relatif ;</li> <li>• règlement de litiges de limites entre les circonscriptions administratives au niveau départemental et régional.</li> </ul>	

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 GESTION DU TERRITOIRE									
OBJECTIF	Assurer une maîtrise optimale du territoire national.								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de litiges territoriaux réglés par an.						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  //	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	5.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	5.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	2							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	12 105 850 000	12 105 850 000	11 174 966 871	11 174 966 871	9 942 405 560	9 942 405 560	88,24 %	88,24 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>la guerre contre la secte terroriste Boko Haram et les activités des bandes armées dans la partie orientale du pays ;</li> <li>la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest ;</li> <li>l'implémentation de la politique de défense populaire par la création et l'encadrement des comités de vigilance ;</li> <li>l'insécurité due aux activités des bandes armées centrafricaines ;</li> <li>la montée du débat public sur la prolifération des églises et des confessions religieuses illégales, de même que sur l'exercice des libertés de réunions et de manifestations publiques ;</li> <li>les nombreuses violations de la législation et de la réglementation relatives aux activités privées de gardiennage.</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>un (01) pèlerinage à la Mecque organisé (4517 pèlerins) ;</li> <li>opérationnalisation de dix (10) commissions régionales de lutte contre la corruption ;</li> <li>collecte, recoupement et analyse du renseignement prévisionnel dans les services centraux et locaux ;</li> <li>paiement des salaires du personnel de l'état ;</li> <li>règlement des consommations de masse ;</li> <li>règlement de litiges territoriaux ;</li> <li>mission de reconnaissance et d'évaluation de la frontière commune Cameroun-Gabon du 04 au 10 novembre 2017.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources allouées au fonctionnement de la commission de règlement de litige ont permis de financer le règlement de deux (02) litiges qui est le résultat technique de l'indicateur de cette action. Toutefois, l'implémentation des activités majeures réalisées dans le cadre de cette action explique le niveau de consommation des crédits.								
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>poursuite de l'accompagnement des pèlerinages religieux ;</li> <li>contrôle et suivi effectif des activités des ONG ;</li> <li>plaidoyer de financement supplémentaire nécessaire pour régler au moins 10 cas de litiges par an.</li> </ul>								

## Action 02 REHABILITATION DE L'ETAT CIVIL

OBJECTIF	Améliorer la fiabilité et la sécurité des actes d'état civil							
Indicateur	Intitulé:		Nombre des centres d'état civil secondaires construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  58%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		25.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		18					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	364 000 000	364 000 000	343 340 018	343 340 018	343 340 018	343 340 018	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en œuvre du Programme de réhabilitation de l'état civil camerounais (PRE2C) ;</li> <li>• menace sur la nationalité du fait des infiltrations des personnes non identifiées sur le territoire camerounais.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• versement d'un appui de fonctionnement à 100 % d'officiers et secrétaires d'état civil ;</li> <li>• rénovation de huit (08) centres d'état civil secondaires ;</li> <li>• appui à l'opérationnalisation du BUNEC à travers une subvention en investissement d'un montant de deux cent cinquante millions (250 000 000) F Cfa ayant permis : <ul style="list-style-type: none"> <li>• - l'acquisition de trois (03) véhicules de fonction de type Toyota Prado Land Cruiser ;</li> <li>• - l'acquisition de trois (03) véhicules de fonction de type Toyota Corolla Yaris Lounge ;</li> <li>• - l'acquisition d'un (01) véhicule de liaison de type Toyota Hilux Pick Up ;</li> <li>• - l'acquisition du matériel de formation des acteurs de l'état civil.</li> </ul> </li> <li>• Mise en place et opérationnalisation des Agences régionales du BUNEC ;</li> <li>• Préparation et validation du Programme d'Intervention Prioritaire pour la Réhabilitation de l'Etat-civil .</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>L'indicateur de cette action était adossé sur la construction des centres d'état civil secondaires, toutefois, les ressources allouées ont permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la rénovation de huit (08) centres secondaires d'état civil ;</li> <li>• le versement d'un appui au fonctionnement des centres d'état civil ;</li> <li>• l'appui à l'opérationnalisation du BUNEC.</li> </ul>							
Perspectives 2018	Les questions d'état civil relèvent dorénavant d'un autre département ministériel, en l'occurrence le MINDDEVEL , suite au décret N° 2018/190 du 02 mars 2018 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement.							

Action 04 OPTIMISATION DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES										
OBJECTIF	Améliorer l'efficacité opérationnelle des Autorités Administratives.									
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'Autorités Administratives dotées de ressources matérielles conformes au Kit.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  30%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2015							
	Valeur de référence:		278.0							
	Année cible:		2018							
	Valeur Cible		308.0							
Réalisation exercice (Résultat technique):		287								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	3 851 324 000	3 337 324 000	3 397 675 676	2 883 675 676	2 876 626 997	2 876 626 997	84,66 %	84,66 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Vétusté des infrastructures de la Préfectorale.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• deux (02) groupes électrogènes acquis et attribués aux Autorités Administratives ;</li> <li>• cent (100) kits informatiques au profit des Autorités Administratives ;</li> <li>• cinquante (50) copieurs acquis et distribués aux Autorités Administratives ;</li> <li>• une (01) résidence de Gouverneur de Région équipée ;</li> <li>• cinq (05) résidences de Sous-Préfet équipées ;</li> <li>• deux (02) embarcations acquises et attribuées aux Autorités Administratives ;</li> <li>• une (01) résidence de Préfet construite ;</li> <li>• une (01) préfecture équipée ;</li> <li>• trois Sous-préfectures équipées ;</li> <li>• une (01) résidence de Sous-Préfet construite ;</li> <li>• trois (03) Sous-préfectures réhabilitées ;</li> <li>• deux (02) préfectures réhabilitées ;</li> <li>• un (01) Service de Gouverneur de Région réhabilité ;</li> <li>• quatre (04) résidences de Préfet réhabilitées ;</li> <li>• treize (13) résidences de Sous-préfet réhabilitées ;</li> <li>• règlement de plusieurs travaux de construction ;</li> <li>• démarrage de plusieurs travaux de construction de bâtiments des Autorités Administratives ;</li> <li>• poursuite de plusieurs travaux de construction de bâtiments des Autorités Administratives.</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les crédits alloués à la mise en œuvre des activités de cette action ont servi prioritairement au règlement des arriérés et à la poursuite/reprise de de certains chantiers.									
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• poursuite des travaux de construction des bureaux et résidences des Autorités Administratives ;</li> <li>• équipement des bureaux et résidences des Autorités Administratives des sites défavorisés en panneaux solaires et en châteaux d'eau.</li> </ul>									

Action 06 CONTROLE DE LA CIRCULATION DES ARMES ET DES ACTIVITES DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE										
OBJECTIF	Maitriser la circulation des armes et l'exercice des activités privées de gardiennages.									
Indicateur	Intitulé:		Nombre de sociétés de gardiennage et d'armureries contrôlées par an.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2014							
	Valeur de référence:		41.0							
	Année cible:		2019							
	Valeur Cible		41.0							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	34 000 000	34 000 000	31 686 167	31 686 167	31 686 167	31 686 167	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la guerre contre la secte terroriste Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun ;</li> <li>• l'implémentation de la politique de défense populaire par la création et l'encadrement des comités de vigilance ;</li> <li>• l'insécurité due aux activités des bandes armées centrafricaines ;</li> <li>• la montée du débat public sur la prolifération des églises et des confessions religieuses illégales, de même que sur l'exercice des libertés de réunions et de manifestations publiques ;</li> <li>• les nombreuses violations de la législation et de la réglementation relatives aux activités privées de gardiennage.</li> </ul>									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• deux (02) sessions de la commission d'examen des demandes d'agrément des sociétés privées de gardiennage tenues ;</li> <li>• contrôle des armureries.</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)										
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• élaboration d'un fichier numérique des armureries et des détenteurs d'armes ;</li> <li>• poursuite de l'activité de contrôle des armureries et des sociétés de gardiennage;</li> <li>• contrôle des armureries sur toute l'étendue du territoire ;</li> <li>• conception d'un logiciel de gestion des dossiers d'armes et d'armureries ;</li> <li>• besoins de financement de la Commission chargée de l'examen des dossiers de demande ou de retrait d'agrément et du suivi des activités des établissements et sociétés privés de gardiennage.</li> </ul>									

## Action 08 COORDINATION DES ACTIVITES DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

OBJECTIF	Assurer le maintien de l'ordre et optimiser harmonieusement les projets et programmes gouvernementaux							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réunions des Comités de Coordination Administrative (CCA) tenues par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1962.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		1962.0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 650 090 000	2 650 090 000	2 453 152 476	2 453 152 476	2 536 941 579	2 536 941 579	1,03 %	1,03 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la situation sécuritaire du pays ;</li> <li>• la guerre contre la secte terroriste Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun ;</li> <li>• afflux des réfugiés venant de la RCA et du Nigéria ;</li> <li>• la persistance de l'insécurité dans les zones frontalières des Régions de l'Est et de l'Extrême-Nord du fait de l'insécurité dans les pays voisins et des activités des bandes armées ;</li> <li>• le changement de mode opératoire de la secte terroriste Boko Haram qui a multiplié des attaques kamikazes.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• huit cent (800) Autorités administratives ayant bénéficié d'indemnités forfaitaires de tournées et de risque ;</li> <li>• quatre cent cinquante (450) Autorités administratives ayant bénéficié d'indemnités de port de tenue ;</li> <li>• bulletins de renseignement quotidiennement produit et transmis à la très haute hiérarchie ;</li> <li>• six (06) rapports de CCA et de CCO disponibles;</li> <li>• coordination des activités administratives et de maintien de l'ordre effectuée ;</li> <li>• quatre (04) réunions de coordination administrative et de maintien de l'ordre tenues par chaque Gouverneur de Région ;</li> <li>• huit (08) réunions de coordination administrative et de maintien de l'ordre tenues chaque Préfet.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Malgré la modicité des ressources mises à disposition, les Autorités Administratives assurent, au quotidien, la coordination des activités des services déconcentrés de l'Etat.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• renforcement des réunions de coordination administrative (RCA) et des comités de maintien de l'ordre (CCO);</li> <li>• consolidation et actualisation du carnet de commandement .</li> </ul>							

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 093

APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION

Responsable du programme

**OWONO OWONO ETIENNE**  
*Directeur des Collectivités Territoriales Décentralisées*

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La consécration du Cameroun comme Etat Unitaire Décentralisé par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 et l'adoption des lois de décentralisation du 22 juillet 2004 ont engendré un certain nombre d'actions menées par le MINATD, ministère autrefois en charge du processus de décentralisation. Ce processus a fait l'objet depuis 2013, avec l'entrée en vigueur du nouveau régime financier de l'Etat, d'un programme intitulé Approfondissement du Processus de Décentralisation. L'objectif poursuivi par ledit programme était d'« accompagner et évaluer l'action des CTD en vue du développement local ». L'évaluation du programme était basée sur le **taux de réalisation des actions inscrites dans la stratégie nationale de la décentralisation et ou / sur le pourcentage de projets issus du transfert des ressources de l'Etat (DGD, BIP) ayant été effectivement exécutés.**

Ce programme s'articulait autour des actions ci-après :

- la mobilisation et l'optimisation des ressources financières des CTD;
- le financement des projets communaux et intercommunaux ;
- le renforcement des capacités des ressources humaines des CTD ;
- la gouvernance et le contrôle des CTD ;
- le pilotage et le suivi évaluation du processus de décentralisation.

OBJECTIF	Accompagner et évaluer l'action des CTD en vue du développement local.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des actions inscrites dans la Stratégie Nationale de la Décentralisation.
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	50.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MOBILISATION ET OPTIMISATION DES RESSOURCES FINANCIERES DES CTD Action 02: FINANCEMENT DES PROJETS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX Action 04: GOUVERNANCE ET CONTROLE DES CTD Action 05: PILOTAGE ET SUIVI-ÉVALUATION DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION	
DOTATIONS INITIALES	AE 7 661 900 000	CP 7 661 900 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	OWONO OWONO ETIENNE, Directeur des Collectivités Territoriales Décentralisées	

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 093, intitulé « Approfondissement du processus de décentralisation », a été exécuté en 2017 dans un contexte marqué par les facteurs ci-après :

- les problèmes sécuritaires dans les Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-ouest, du Sud-ouest, de l'Est et de l'Adamaoua, n'ont pas permis aux CTD d'optimiser les ressources financières propres ;
- l'insuffisance qualitative des ressources humaines communales qui avait occasionné les

difficultés dans l'exécution des compétences transférées ;

- la multiplicité des acteurs institutionnels et non institutionnels dans le domaine de la décentralisation, qui s'est traduit par une absence de coordination de l'ensemble des actions de ces acteurs et une faible remontée des informations;
- les problèmes liés à la gouvernance locale ont induit l'absence de transparence sur la gestion de certaines CTD ;
- le non déblocage de la Dotation Générale d'Investissement (DGI) qui n'a pas permis l'exécution des projets de développement local ;
- l'augmentation du nombre de réfugiés et les mouvements des personnes déplacées qui a nécessité une plus grande offre en services locaux de base au détriment des projets de développement.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

L'objectif global de ce programme était d'accompagner et évaluer l'action des CTD en vue du développement local, et avait pour indicateur le « taux de réalisation des actions inscrites dans la stratégie nationale de la décentralisation ».

L'indicateur retenu ici qui reposait sur le taux de réalisation des actions inscrites dans la SND ne pouvait pas être renseigné motif pris de la non adoption du document de stratégie nationale de la décentralisation, qui comporte l'ensemble des actions à mettre en œuvre en faveur du processus de décentralisation. Le second indicateur retenu devait évoluer de 85% à 90% au terme de l'exercice 2017. Au demeurant, la valeur de cet indicateur stagne à 85 %, car les fonds de la DGD n'ont pas encore été mis à la disposition des CTD, empêchant l'exécution des projets sur ressources de la DGI.

Pour ce qui est de l'action 1 dénommée « mobilisation et l'optimisation des ressources financières des CTD » elle avait pour objectif de renforcer l'autonomie financière des CTD et son indicateur était le pourcentage de la DGD dans le budget de l'Etat. Cet indicateur devait évoluer d'une valeur de 0,26% en 2015 à 2% en 2017. Au terme de l'exercice 2017 on enregistre une valeur de 0,25%. Il convient de relever qu'un second indicateur repose sur « le rendement des impôts locaux soumis à péréquation ». Cet indicateur devait évoluer de 73,112 milliards en 2016 à 80 milliards en 2017. Au terme de l'exercice 2017, on observe une valeur de 76,02 milliards.

L'action 2 intitulée « Financement des projets communaux et intercommunaux » dont l'objectif était de réaliser les projets inscrits dans les Plans Communaux de Développement ou les plans de campagne, devait se mesurer à travers le nombre et montant des projets communaux et intercommunaux financés annuellement par le FEICOM, le BIP, les budgets des Communes, les partenaires nationaux et internationaux. Ce nombre devait passer 37.5 milliards en 2016 à 40 milliards en 2017. Au terme de l'exercice 2017, 15 milliards ont permis de financer les projets communaux et intercommunaux.

L'action 3 intitulée « Renforcement des capacités des ressources humaines des CTD » dont l'objectif était de mettre en œuvre et suivre les plans de formation actualisés des différents acteurs de la décentralisation, devait se mesurer à travers le nombre d'élus et personnels des

CTD bénéficiant annuellement d'une formation organisée par le CEFAM, le Programme de Formation aux Métiers de la Ville et autres institutions. Cette action prévoyait le renforcement des capacités de 2 000 personnes en 2017. En fin d'exercice 2017, les formations suivantes ont été menées :

- 20 personnels du programme formés en contrôle et audit des CTD;
- 1300 acteurs bénéficient d'un renforcement des capacités sur la mobilisation et l'optimisation des ressources financières des CTD.

L'action 4 dédiée à la gouvernance et au contrôle des collectivités territoriales décentralisées quant à elle avait pour objectif de promouvoir une gouvernance locale fondée sur la responsabilité des élus locaux. Son indicateur était le pourcentage et le nombre de CTD contrôlées ou auditées par an. Cet indicateur devait passer de 22 CTD contrôlées en 2016 à 30 CTD en 2017. Notons qu'après des arbitrages budgétaires, l'ambition de contrôler 75 CTD a dû être revue à 30. Au terme de l'exercice 2017, 20 CTD ont été contrôlées sur les 30 programmées, soit une valeur de 65% pour cet indicateur.

L'action 5 intitulée « Pilotage et suivi évaluation du processus de décentralisation » avait pour objectif d'adopter et mettre en œuvre une stratégie de décentralisation et un dispositif de suivi-évaluation. Sa performance devait se mesurer par le nombre des rapports produits par les organes et instances de suivi-évaluation de la décentralisation par an. Les projections visaient à faire passer de 135 à 150 rapports, la valeur de l'indicateur entre 2016 et 2017. Au terme de l'exercice de référence, la valeur de l'indicateur est de 36 rapports dont 1 (CISL), 1 (CONAFIL) et 34 (CODEFIL).

Toutefois, il convient de relever que la part la plus importante du budget du programme 093 est allouée à la DGI. Au terme de l'exercice 2017, la DGI a été mobilisée à hauteur de 5 milliards tout comme en 2016. Sa répartition a été faite en faveur des CTD à revenu faible et à celles dont le montant des ressources transférées au titre de l'exercice 2017 par le budget d'investissement public (BIP) est inférieur à cent millions. En conséquence, 242 projets d'investissement ont été retenus dans les CTD pour en bénéficier.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	//	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 257 559 960	CP 7 257 559 960
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 404 340 040	Ecart CP 404 340 040
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP
TAUX DE CONSOMMATION		
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>L'accompagnement des CTD vise entre autres à leur permettre d'exercer efficacement leurs missions de développement local. Dès lors, elles peuvent efficacement exercer les compétences qui leur ont été transférées.</p> <p>Les ressources mobilisées en faveur du développement local et les crédits BIP transférés aux CTD ont connu une augmentation significative depuis plusieurs années. Aussi, les chiffres ci-après justifient le résultat obtenu et l'utilisation des ressources de ce programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• cinq milliards (5 000 000 000) de Francs CFA au titre de la DGI mobilisés et répartis aux</li> </ul>	

	<p>CTD sur la base des besoins prioritaires contenus dans les PCD;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un milliard (1 000 000 000) de Francs CFA au titre des fonds de contrepartie ;</li><li>• trente-deux millions six cent mille (32 600 000 ) FCFA pour la gouvernance et le contrôle des CTD et le pilotage et coordination du programme.</li></ul>
PERSPECTIVES 2018	//

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 MOBILISATION ET OPTIMISATION DES RESSOURCES FINANCIERES DES CTD									
OBJECTIF	Renforcer l'autonomie financière des CTD								
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage de la DGD dans le budget de l'Etat						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	0.25999999046325684							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	2.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-						-	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000					
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La mise en œuvre de cette action s'est effectuée dans un contexte marqué par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des tensions de trésorerie dues aux problèmes sécuritaires et à la baisse du prix des matières premières;</li> <li>l'absence d'un texte portant détermination des critères d'amélioration de la répartition des ICSP.</li> </ul>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>préparation et signature de quatre (04) textes portant répartition des ICSP;</li> <li>tenue de quatre (04) sessions du CONAFIL;</li> <li>tenue de six (06) sessions du ST CONAFIL;</li> <li>préparation et signature du décret portant répartition de la Dotation Générale de la Décentralisation;</li> <li>préparation et signature des arrêtés conjoints portant répartition de la DGF;</li> <li>préparation et signature des arrêtés conjoints portant répartition de la DGI (242 projets financés).</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'activité essentielle de cette action budgétisée en occurrence la mobilisation des fonds de la DGI (5 000 000 000), a été entièrement exécutée. Cependant, les autres activités ont été financées dans le cadre des Comités Interministériels.								
Perspectives 2018	//								

## Action 02 FINANCEMENT DES PROJETS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX

OBJECTIF	Réaliser les projets inscrits dans les Plans Communaux de Développement (PCD) et les Plans de Campagne							
Indicateur	Intitulé:		Nombre et montant des projets communaux et intercommunaux financés annuellement par le FEICOM, le BIP, les budgets des Communes, les partenaires nationaux et internationaux				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		XAF					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		9.699999744E9					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		1.2E10					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		20 600 000 000 F CFA					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est effectuée dans un contexte marqué par des tensions de trésorerie qui ont influencé le financement optimal des projets communaux.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement aux investissements communaux à travers les fonds de contrepartie ;</li> <li>• Financement des projets communaux et intercommunaux à travers le FEICOM pour un montant de 13 milliards de F CFA ;</li> <li>• Dotation ponctuelle aux communes à hauteur de 3 milliards de F CFA par le FEICOM ;</li> <li>• Accompagnement des projets dit à impact rapide pour une enveloppe de 4,6 milliards de F CFA débloqué par le FEICOM ;</li> <li>• Appui budgétaire aux syndicats des communes.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'action relative aux financements des projets communaux et intercommunaux a été créée en vue de densifier la mobilisation des ressources en appui au développement local par le MINATD et les partenaires au développement. Le montant de un milliard (1 000 000 000 ) affiché représente la contrepartie du Gouvernement en taxes et droit et droits de douane dans le cadre du programme de développement FEICOM ville s Moyennes.							
Perspectives 2018	//							

## Action 04 GOUVERNANCE ET CONTROLE DES CTD

OBJECTIF	Promouvoir une gouvernance locale fondée sur la responsabilité des élus locaux							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de CTD contrôlées ou auditées par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  66,66%	
	Unité de mesure							
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		17.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		30.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		20						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	37 500 000	37 500 000	32 559 960	32 559 960				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	la mise en œuvre de cette action s'est effectuée dans un contexte marquée par une insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles qui n'a pas permis de programmer le contrôle d'un nombre plus important de communes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôles de 20 CTD (20 rapports de mission et plusieurs lettres d'observation pour l'amélioration de la gestion administrative et financière) ;</li> <li>• Equipement des contrôleurs en kits informatiques (six kits constitués chacun d'un lap top, d'une imprimante portable et d'un scanner ;</li> <li>• Formation de 20 contrôleurs et autres personnels du programme.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Avec la valeur cible maintenue au contrôle de 30 CTD relativement aux ressources allouées, 20 CTD sur les 30 programmées ont été contrôlées pour un taux de réalisation de 23% sur l'année.							
Perspectives 2018	//							

## Action 05 PILOTAGE ET SUIVI-ÉVALUATION DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION

OBJECTIF	Adopter et mettre en œuvre une stratégie de décentralisation et un dispositif de suivi évaluation							
Indicateur	Intitulé:		Nombre des rapports produits par les organes et instances de suivi-évaluation de la décentralisation par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  60%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		60.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		36					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 624 400 000	1 624 400 000	1 225 000 000	1 225 000 000				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Règlement des salaires et des consommations de masse (Rémunération des personnels, règlement des consommations d'eau, règlement des consommations d'électricité) ;</li> <li>• Poursuite de la finalisation du document du SND ;</li> <li>• Tenue des sessions du CODEFIL ;</li> <li>• Tenue des sessions du CISL ;</li> <li>• Prise en charge financière (rémunération) des Délégués du Gouvernement, des Maires et de de leurs Adjoints ;</li> <li>• Tenue des séminaires régionaux de diffusion du Guide sur la mobilisation et la sécurisation des ressources communales et du Guide sur le régime fiscal applicable aux collectivités territoriales décentralisées.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les rapports des CODEFIL des exercices antérieurs ont été transmis par les Préfets en plus de ceux de l'exercice 2017.							
Perspectives 2018	//							

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 094

DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION  
CIVILE

Responsable du programme

YAP MARIATOU  
*Directeur de la Protection Civile*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La protection civile fait partie des mesures prescrites par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) afin de garantir une prise en charge efficace et efficiente des différentes formes de risques. En la matière, l'ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation était principalement chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation et des normes en matière de prévention des risques, de gestion des catastrophes et des calamités naturelles, en liaison avec les autres administrations concernées ; de la coordination des actions nationales et internationales en cas de catastrophe naturelle.

Le programme Développement du Dispositif National de Protection Civile qui s'appuie sur ces orientations a pour objectif d'améliorer la protection des populations, des biens et l'environnement face aux risques, catastrophes et leurs effets. Pour atteindre cet objectif, quatre (04) actions opérationnelles ont été retenues. Un point d'orgue sera porté sur la révision du cadre juridique et institutionnel de la protection civile, la poursuite de l'élaboration des plans ORSEC des départements ainsi que leur mise en œuvre, la mise en place des Centres des Opérations d'Urgence en partenariat avec la ZTE, le développement des Systèmes d'Alerte Précoce dans certains Départements de la Région de l'Extrême-Nord, l'élaboration de la cartographie des zones à risque, la poursuite des actions de réhabilitation dans certaines zones sinistrées à l'instar de celle du Lac Nyos et la réintégration socioéconomique des réfugiés et déplacés internes.

OBJECTIF	Améliorer la protection des personnes, des biens et de l'environnement face aux risques, aux catastrophes et à leurs effets	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Départements disposant d'un plan d'organisation de secours (ORSEC) opérationnel
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	12.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	31.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de départements disposant d'au moins un outil de Réduction de Risques de Catastrophe (RRC)
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	17.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	39.0 2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES. Action 02: PRÉPARATION DE LA REPOSE AUX SITUATIONS D'URGENCE Action 03: ORGANISATION DES INTERVENTIONS Action 04: GESTION DES REFUGIES ET DES DEPLACES INTERNES	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 085 896 000	CP 2 085 896 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	YAP MARIATOU, Directeur de la Protection Civile	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Au cours de l'année 2017, le programme Développement du Dispositif National de Protection Civile a été mis en œuvre dans un environnement caractérisé par :

- La multiplication des attentats kamikazes dans la Région de l'Extrême-Nord par les membres de la secte terroriste Boko Haram ;
- La persistance des défis sécuritaires et humanitaires induits par l'afflux massif des réfugiés (environ 345 000 dans les Régions septentrionales et de l'Est) , ainsi que des personnes déplacées internes (PDI) (environ 230 000, principalement dans la Région de l'Extrême-Nord et 550 000 réparties dans les Régions de l'Est, l'Adamoua et le Nord) ;
- L'aggravation de la crise sociale dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ayant induit le déplacement forcé des compatriotes vers le Nigéria ;
- La poursuite des projets de coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à savoir : l' « Amélioration de la Résilience des Populations aux Effets du Changement Climatique (REPECC) » ;
- La recrudescence des situations d'urgence de grande ampleur d'origines naturelles, à l'instar des coulées boueuses suivies d'éboulements particulièrement dévastateurs dans les Arrondissements de Santchou et Dschang dans la Région de l'Ouest et ceux de Nguti, Fontem et Wabane dans la Région du Sud-ouest ;
- Une série inquiétante d'hécatombes sur divers axes routiers du triangle national avec à la clé de nombreux blessés, des pertes en vies humaines et d'importants dommages matériels, environnementaux et affectifs ;
- La tenue de la 5ème session de la Plateforme Mondiale de Réduction des Risques de Catastrophes à Cancun au Mexique du 22 au 26 mai 2017 et la conférence conjointe des Ministre d'Afrique Centrale en charge de la RRC et de la Météorologie le 13 octobre 2017 à Brazzaville au Congo.

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	17	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	22,72%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 536 302 395	CP 1 536 302 395
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 549 593 605	Ecart CP 549 593 605
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP
TAUX DE CONSOMMATION		
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réalisation de plusieurs activités majeures traduisent la performance du programme. Il s'agit de l'organisation de la formation des membres de comités de crise des Départements de la Vina, de la Mifi, du Noun et de la Mefou et Afamba en matière d'organisation des secours ;</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'organisation des ateliers à l'attention des membres de comités de crise des Départements du Logone et Chari, du Mayo-Danay et du Mayo-Kani en vue de la collecte des données pour la mise en place des Systèmes d'Alerte Précoce ;</li> <li>• L'organisation des campagnes de sensibilisation à l'occasion notamment de la Journée Mondiale de Protection et des fêtes de fin d'années ;</li> <li>• l'opérationnalisation de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe ;</li> <li>• la prise en charge des réfugiés et des déplacés internes.</li> </ul>
PERSPECTIVES 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en place d'un système embryonnaire et pilote du réseau national des télécommunications d'urgence, à travers l'opérationnalisation des Centres des Opérations d'Urgence;</li> <li>• la poursuite de la formation des membres des Comités de Crise départementaux en matière d'organisation des secours ;</li> <li>• l'opérationnalisation de la base des données sur les risques, les pertes et dommages liés aux catastrophes ;</li> <li>• la poursuite des activités de sécurisation et de réhabilitation autour de la zone du Lac Nyos ;</li> <li>• la poursuite du processus d'élaboration des plans ORSEC;</li> <li>• la poursuite du plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers, en vue de la mobilisation des ressources additionnelles en faveur des réfugiés, déplacés internes et communautés locales d'accueil ;</li> <li>• le renforcement de la coopération nationale et internationale en matière de protection civile.</li> </ul>

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES.								
OBJECTIF	Développer les mécanismes de prévision, de sensibilisation et d'informations sur les risques de catastrophe							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Régions ayant organisé au moins une campagne de sensibilisation des populations sur les risques de catastrophe					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  50%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	4.0						
	Année cible:	2019						
	Valeur Cible	12.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	7						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 715 576 000	1 715 576 000	1 252 000 000	1 252 000 000	1 152 428 624	1 152 428 624	92,5 %	92,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>la forclusion des ressources destinées à l'actualisation du matériel de l'Observatoire National des Risques d'un montant de F.CFA 63 676 000 sous hautes instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;</li> <li>la recrudescence des incendies des édifices publics, notamment des marchés ;</li> <li>la montée de l'incivisme des populations quant au respect des règles élémentaires de sécurité ;</li> <li>l'occupation anarchique des espaces et promiscuité ;</li> <li>les hécatombes routières.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Les activités majeures réalisées au cours de l'année 2017 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La célébration de la journée Mondiale de Protection Civile le 01 mars 2017 sous le thème : « La réduction de la mortalité due aux catastrophes » ;</li> <li>01 session de l'Observatoire Nationale des Risques (ONR) tenue le 07 février 2017 ;</li> <li>la campagne de sensibilisation dans certains lieux de grande affluence de la ville de Yaoundé à l'occasion des fêtes de fin d'années.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>L'objectif était d'organiser les campagnes de sensibilisation au cours des manifestations marquant les journées dédiées à la protection civile (JMPC &amp; JIPC) dans les dix (10) chefs-lieux de Régions. Cependant, ces campagnes n'ont été réalisées que dans sept (07) chefs-lieux de Régions conformément aux rapports reçus et à l'occasion d'une seule des deux journées planifiées. Par ailleurs les ressources affectées à l'actualisation du matériel de l'ONR sont tombées dans le clos sous hautes instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.</p>							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>la production des programmes radio-télévisés sur la Protection Civile ;</li> <li>la mise aux normes des marchés en vue de la lutte contre les incendies ;</li> <li>l'équipement des points focaux de l'Observatoire National des Risques (ONR) en matériel de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur les risques de catastrophes ;</li> <li>l'opérationnalisation de la base des données sur les risques, les pertes et dommages liés aux catastrophes ;</li> <li>l'opérationnalisation des Centres des Opérations d'urgence.</li> </ul>							

## Action 02 PREPARATION DE LA REPOSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

OBJECTIF	Renforcer les capacités de réponse aux situations d'urgence							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de Départements disposant des moyens de préparation à la réponse aux situations d'urgence				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  26,31	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		15.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		34.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		20						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	188 000 000	188 000 000	104 589 994	104 589 994	104 389 994	104 389 994	99,81 %	99,81 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• outils de réponse aux crises encore embryonnaires ;</li> <li>• faible couverture territoriale en services d'urgence et de secours ;</li> <li>• survenue des inondations dans le Département du Logone et Chari, précisément dans l'Arrondissement de Zina ;</li> <li>• tenue de la 5ème session de la Plateforme Mondiale de Réduction des Risques de Catastrophes à Cancun au Mexique du 22 au 26 mai 2017 ;</li> <li>• tenue de la première conférence conjointe des Ministres d'Afrique Centrale en charge de la RRC et de la Météorologie à Brazzaville au Congo.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 02 (deux) Plans d'Organisation des Secours des Départements élaborés. Celui de la Mifi et de la Vina ;</li> <li>• Plan National de Contingence révisé ;</li> <li>• Session de coordination de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes</li> <li>• tenue le 5 juin 2017 ;</li> <li>• Environ 170 membres de comités de crise des Départements de la Vina, de la Mifi, du Noun, de la Mefou et Afamba et de la Donga-Mantung formés en matière d'organisation des secours ;</li> <li>• Trois (03) ateliers organisés, à l'attention des membres de comités de crise des Départements du Logone et Chari, du Mayo-Danay et du Mayo-Kani en vue de la collecte des données pour la mise en place des Systèmes d'Alerte Précoce ;</li> <li>• Descente d'une mission pluridisciplinaire dans les communes de Touloum, Moulvoudaye et Maga, en vue du renforcement des systèmes d'alerte précoce (SAP) de ces localités face aux risques d'inondation.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources mises à disposition ont effectivement permis la réalisation des activités projetées notamment l'élaboration de quatre (04) plans ORSEC. Toutefois la mobilisation tardive des fonds de contrepartie du Programme REPECC a entraîné le report de l'activité relative à l'organisation de l'exercice de simulation dans la Région de l'Extrême-Nord à l'année 2018.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• poursuite de l'élaboration des plans ORSEC ;</li> <li>• élaboration de la cartographie des zones à risque à l'échelle régionale ;</li> <li>• Intensification des sessions de formation à l'intention des acteurs de la protection civile ;</li> <li>• Opérationnalisation de la Plate-Forme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes ;</li> <li>• Organisation d'un exercice de simulation dans la Région de l'Extrême –Nord ;</li> <li>• Révision des textes législatifs et réglementaires du secteur de la Protection Civile.</li> </ul>							

### Action 03 ORGANISATION DES INTERVENTIONS

OBJECTIF	Améliorer l'opérationnalité du Fonds de Soutien aux Victimes des Catastrophes et Calamités Naturelles (FSVCN)							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage du Fonds de Soutien aux Victimes des Catastrophes et Calamités Naturelles (FSVCN) mobilisé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		-				-		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 000 000	20 000 000	17 395 000	17 395 000	17 395 000	17 395 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le retour au Cameroun de près de 820 migrants en quatre vagues ;</li> <li>la recrudescence des situations d'urgence de grande ampleur d'origine naturelle, à l'instar des coulées boueuses suivies d'éboulements particulièrement dévastateurs dans les Arrondissements de Santchou et Dschang dans la Région de l'Ouest, à Nguti, Fontem et Wabane dans la Région du Sud-ouest ; les inondations dans l'Arrondissement de Zina dans le Département du Logone et Chari ayant induit une assistance humanitaire d'urgence du Chef de l'Etat ;</li> <li>L'arrivée massive d'environ 650 personnes dans l'Arrondissement de Nwa, Département du Donga Mantung, Région du Nord-ouest et 3000 personnes dans les Arrondissements de Banyo, Mayo-Darlé et Bankim dans le Département du Mayo-Banyo, Région de l'Adamaoua, du fait d'un conflit entre les agriculteurs Mmabila et les éleveurs Bororo dans l'Etat de Taraba au Nigéria.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Attribution des aides et secours aux victimes de catastrophes (60 dossiers de demande d'aide reçus dont 42 satisfaits) ;</li> <li>Tenue de 08 sessions de la cellule de coordination du programme Lac Nyos.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	//							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assistance d'urgence de 33 victimes de catastrophes de grande ampleur pour un montant de F.CFA 828 282 220 (huit cent vingt-huit millions deux cent quatre-vingt-deux mille deux cent vingt francs) ;</li> <li>Simplifier les procédures de mobilisation du fonds de soutien ;</li> <li>Accroître le montant de l'enveloppe destinée à l'attribution des aides et secours aux victimes de catastrophes d'autres natures.</li> </ul>							

## Action 04 GESTION DES REFUGIES ET DES DEPLACES INTERNES

OBJECTIF	Assurer la prise en charge, le retour éventuel des réfugiés dans leur pays, ainsi que la réintégration des déplacés internes							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réfugiés et de déplacés internes enregistrés et pris en charge de manière adéquate				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  230%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		150000.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		345000						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	162 320 000	162 320 000	162 317 401	162 317 401	162 317 401	162 317 401	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>accroissement exponentielle du nombre de déplacés internes ;</li> <li>stabilité au niveau de l'afflux des réfugiés ;</li> <li>lancement le 03 janvier 2017 du plan de réponse humanitaire ;</li> <li>signature le 02 mars 2017 de l'Accord Tripartite pour le rapatriement volontaire des réfugiés nigériens installés au Cameroun ;</li> <li>problématique du retour des migrants camerounais.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>acheminement de l'assistance humanitaire destinée aux réfugiés et aux communautés hôtes dans les Régions concernées;</li> <li>01 session du comité ad-hoc tenue le 18 octobre 2017).</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités menées conjointement par le Gouvernement et les partenaires ont permis d'assurer la prise en charge des réfugiés et des déplacés internes dont le nombre est considérablement en hausse.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>la mise en œuvre du processus de rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains;</li> <li>la mise en œuvre du plan d'action relatif au rapatriement volontaire des réfugiés nigériens installés au Cameroun ;</li> <li>la poursuite de la réinsertion socioéconomique des déplacés internes ;</li> <li>l'organisation du retour des migrants camerounais avec l'appui de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)</li> </ul>							

# 2017

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 095

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE  
SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Responsable du programme

ESSOMBA PIERRE

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif poursuivi par le programme gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur administration du territoire était d'améliorer la coordination des services et d'assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINATD.

Le programme était apprécié, dans sa mise en œuvre, à travers le taux de réalisation des activités budgétisées au MINATD.

Il repose sur les actions ci-après :

- Supervision, coordination et suivi de l'activité des structures des services centraux du MINATD;
- Contrôle, audit interne et promotion de la Bonne Gouvernance au MINATD;
- Gestion des ressources humaines au MINATD;
- Amélioration du cadre de travail au MINATD ;
- Études stratégiques, planification, budgétisation et suivi-évaluation;
- Gestion financière et budgétaire au MINATD;
- Développement du système informatique et du système d'information statistique;
- Conseil juridique au MINATD;
- Renforcement de la communication institutionnelle et promotion de la pratique du bilinguisme au MINATD;
- Gestion des ressources documentaires.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINATD.
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	85.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2019
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: SUPERVISION, COORDINATION ET SUIVI DE L'ACTIVITE DES STRUCTURES DES SERVICES CENTRAUX DU MINATD</p> <p>Action 02: CONTROLE, AUDIT INTERNE ET PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU MINATD</p> <p>Action 03: GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU MINATD</p> <p>Action 04: AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINATD</p> <p>Action 05: ÉTUDES STRATEGIQUES, PLANIFICATION, BUDGETISATION ET SUIVI-EVALUATION</p> <p>Action 06: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINATD</p> <p>Action 07: DEVELOPPEMENT DU SYSTEME INFORMATIQUE ET DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE</p> <p>Action 08: CONSEIL JURIDIQUE AU MINATD</p> <p>Action 09: RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET PROMOTION DE LA PRATIQUE DU BILINGUISME AU MINATD</p> <p>Action 10: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 8 049 940 000	CP 8 049 940 000

RESPONSABLE DU  
PROGRAMME

ESSOMBA PIERRE,

## 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'exécution du programme « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Administration du Territoire » a été influencé par certains faits notables qui ont affecté sa mise en œuvre avec une incidence sur la réalisation des performances projetées. On pourrait, ainsi évoquer, entre autres :

- la situation sécuritaire du pays, marquée par les velléités sécessionnistes dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- le relèvement notable des cours du pétrole qui n'a, cependant, pas vraiment influencé les recettes de l'Etat ;
- les Très Hautes Directives permanentes du Président de la République relatives à la réduction du train de vie de l'Etat (avec une incidence sur les ressources allouées au programme) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance (avec une incidence sur les ressources allouées au département ministériel) ;
- la présence massive des réfugiés sur l'étendue du territoire.

## 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2017

Le programme « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur administration du territoire », programme support, visait l'amélioration de la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes à l'ex MINATD. L'atteinte de cet objectif devait se mesurer par le taux de réalisation des activités budgétisées à l'ex-MINATD qui devait passer de 85% à 100%, entre 2015 et 2019. Au terme de l'exercice sous revue, ce programme enregistre un résultat de 97,28%, soit une amélioration de 12,28 points par rapport à la valeur de référence.

En rapport avec l'action 1 consacrée à la « Supervision, coordination et suivi de l'activité des structures des services centraux du MINATD » dont le but était d'assurer la mise en œuvre effective des activités de toutes les structures du MINATD, son critère d'appréciation était le « Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle ». A la fin de l'année 2017, la cible de 94 ,43% a été atteinte.

Pour ce qui est de l'action 2 « Contrôle, audit interne et promotion de la bonne gouvernance au MINATD » dont l'objectif spécifique était d'assurer le bon fonctionnement et la performance des services, son indicateur « Nombre de rapports de missions de contrôle et d'audits produits » est de vingt-cinq (25) rapports de mission produits en 2017. En effet, l'Inspection Générale a mené du 25 septembre au 17 novembre 2017, cinq (05) missions d'évaluation du fonctionnement des services préfectoraux dans les Régions du Centre, du Sud, de l'Est, du Littoral et de l'Ouest. Dans le cadre de ses activités, et dans les Régions susvisées, la cellule de lutte contre la corruption a mené une campagne de sensibilisation auprès des Autorités administratives de

céans et de leurs collaborateurs.

S'agissant de l'action 3 dédiée à la « gestion des ressources humaines au MINATD » et visant à « Améliorer la gestion des carrières et de la solde, et de renforcer les capacités des personnels », son évaluation fait ressortir une nette amélioration de l'indicateur y relatif à savoir : « Taux de couverture de la cible annuelle des formations du personnel des Services centraux », la valeur de cet indicateur est de 85% en 2017.

En ce qui concerne l'action 4 « Amélioration du cadre de travail au MINATD », dont le but était de « doter les services de ressources matérielles nécessaires à l'exécution de leurs missions » son indicateur « nombre de postes de travail équipés ». Rendu à la fin de l'année 2017 l'on dénombre deux cent dix-huit (218) postes de travail équipés.

L'action 5 « Etudes stratégiques, planification, budgétisation et suivi-évaluation » avait quant à elle pour ambition de « promouvoir la planification et une meilleure mise en œuvre de la stratégie ministérielle ». Son indicateur, intitulé « nombre de documents de planification et de programmation élaborés annuellement », indique l'élaboration de quatre (04) documents en 2017.

Concernant l'action 6 : « Gestion financière au MINATD » dont l'objectif visait à assurer une bonne exécution financière et budgétaire des programmes du MINATD », son évaluation a fait ressortir une nette amélioration de l'indicateur y relatif à savoir : « Taux d'exécution financière du budget du MINATD ». Cet indicateur est passé de 90% en 2016 à 97,28 en 2017.

Pour ce qui est de l'action 7 : « développement du système informatique et du système d'information statistique » dont le but était : « mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion de l'information au MINATD », son indicateur qui était décliné en « nombre d'exemplaires de l'Annuaire Statistique produits et diffusés annuellement au MINATD », dont les prévisions étaient de 500 exemplaires. Toutefois, l'Annuaire Statistique a été élaboré en 2017 et diffusé dans sa version numérique sur le site Web de l'ex MINATD.

L'action 8 « Conseil juridique au MINATD » avait quant à elle pour ambition d' « Accompagner les programmes opérationnels dans l'élaboration des actes juridiques et d'assurer une meilleure défense de l'Etat en justice ». L'indicateur y relatif « Nombre de textes et de mémoires en défense produits » a permis de montrer que l'objectif initialement fixé a été atteint en 2017 à savoir soixante-quinze (75) mémoires en défense produits.

S'agissant de l'action 9 : « Renforcement de la communication institutionnelle et promotion de la pratique du bilinguisme au MINATD » et visait à « permettre au grand public l'accès à une information bilingue de qualité », son évaluation fait ressortir une nette amélioration de l'indicateur y relatif à savoir : « nombre d'activités du MINATD couvertes par les médias en français et en anglais » ; cet indicateur est passé de 300 en 2016 à 400 en 2017.

Quant à la dernière action, l'action 10, dédiée à la « Gestion des ressources documentaires », dont l'objectif était d'améliorer la gestion des ressources documentaires au MINATD, elle s'est traduite par le « Nombre de documents traités et archivés par an » soit trois milles (3000) en 2017.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<b>97,28%</b>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	81,86	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 9 053 808 018	CP 9 053 808 018
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -1 003 868 018	Ecart CP -1 003 868 018
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 8 839 619 269	CP 8 541 672 658
TAUX DE CONSOMMATION	97,28 %	97,28 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Avec un niveau de consommation des crédits estimé à 97,28%, la valeur de l'indicateur du programme (taux de réalisation des activités budgétisées au MINATD) s'élève à 94,43% au terme de l'exercice 2017. Cette situation suppose un taux de réalisation technique de 67,17% car la cible au courant de la période sous rubrique était de 100%, partant d'une Baseline de 85% en 2015.	
PERSPECTIVES 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• poursuivre la mise en œuvre du Plan de Formation Triennal;</li> <li>• procéder aux différentes phases de la dépenses publiques dans les délais requis ;</li> <li>• mettre l'accent sur la priorisation des activités et tâches ;</li> <li>• renforcer la maturité des projets inscrits, notamment par la mise en place de la commission interne de maturation des projets d'investissement ;</li> <li>• améliorer le suivi des procédures d'accord (MINMAP) et de déblocage (MINFI) des ressources destinées à la réalisation des projets en régie;</li> <li>• mettre en place du contrôle de gestion et renforcement des capacités ;</li> <li>• mettre en œuvre les schémas directeurs statistiques.</li> </ul>	

## 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2017

Action 01 SUPERVISION, COORDINATION ET SUIVI DE L'ACTIVITE DES STRUCTURES DES SERVICES CENTRAUX DU MINATD									
OBJECTIF	Assurer la mise en œuvre effective des activités de toutes les structures du MINATD								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  67.17%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	83.30000305175781							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	94,43%							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 707 900 000	1 707 900 000	3 168 131 758	3 168 131 758	3 168 131 758	3 168 131 758	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Supervision générale du fonctionnement des services;</li> <li>• Coordination et suivi de l'activité des services au MINATD;</li> <li>• Tenue des conférences semestrielles des Gouverneurs de Région;</li> <li>• Prise en charge des consommations de masse et rémunération de certains services extérieurs.</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Toutes les activités prévues dans la feuille de route ont été mises en œuvre. Cependant, certaines sont en cours de finalisation et justifient la valeur du résultat technique affichée de 94,43%.								
Perspectives 2018	En guise de perspective, le MINAT s'attèlera plus que par le passé à remplir les missions édictées dans sa feuille de route ministérielle.								

Action 02 CONTROLE, AUDIT INTERNE ET PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU MINATD									
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement et la performance des services								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de missions de contrôles et d'audits produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2016				66,66%		
	Valeur de référence:		15.0						
	Année cible:		2019						
	Valeur Cible		30.0						
Réalisation exercice (Résultat technique):		25							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	73 400 000	73 400 000	64 399 655	64 399 655	64 399 655	64 399 655	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• conduite des missions d'évaluation de la performance et du fonctionnement des Services préfectoraux dans cinq Régions ( Centre, Sud, Est, Ouest et Littoral) ;</li> <li>• contrôle des services centraux et locaux du MINATD ainsi que des collectivités territoriales Décentralisées .</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources mises à disposition ont permis à l'Inspection Générale de réaliser les missions d'évaluation du fonctionnement des services préfectoraux dans cinq (05) Régions (Centre, Sud, Est, Littoral et Ouest) et de mener une campagne de sensibilisation auprès des Autorités administratives et de leurs collaborateurs. En outre, l'Inspection Générale des Collectivités Territoriale Décentralisées a été associée aux missions de la Brigade de Contrôle des Collectivités Territoriales Décentralisées.								
Perspectives 2018	Poursuite des missions de contrôle et d'audit en vue de l'amélioration du fonctionnement des services et de l'amélioration de la gouvernance.								

### Action 03 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU MINATD

OBJECTIF	Améliorer la Gestion des carrières et de la solde, et renforcer les capacités des Personnels							
Indicateur	Intitulé:		Taux de couverture de la cible annuelle des formations du personnel des Services centraux (640)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  70%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		73.4000015258789					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		90.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		85%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 092 850 000	4 092 850 000	4 005 064 010	4 005 064 010	3 808 923 035	3 808 923 035	95,1 %	95,1 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• formation continue des personnels des services centraux et locaux sur des thématiques variées :</li> <li>• technique d'archivage, rédaction administrative, gestion du courrier, leadership, travail en équipe et élaboration des tableaux de bord, gestes de premiers secours et sauvetage;</li> <li>• gestion des actes de carrière, de la solde et des pensions ;</li> <li>• élaboration des manuels de procédure et des cadres organiques ;</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La performance recherchée dans cette action pour l'exercice budgétaire 2017 était de faire passer la valeur de l'indicateur de 73% à 90%. Au terme de l'exercice 2017, la performance obtenue est de 85%. Il est clair que cet indicateur qui ne prend en compte que l'aspect renforcement des capacités ne traduit pas l'ensemble des activités menées dans le cadre de cette action.</p>							
Perspectives 2018	Poursuite de la mise en œuvre du plan de formation triennal.							

### Action 04 AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINATD

OBJECTIF	Doter les services de ressources matérielles nécessaires à l'exécution de leurs missions							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de postes de travail équipés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  56%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		118.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		300.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		218					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	592 800 000	592 800 000	446 812 927	446 812 927	446 812 927	446 812 927	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	//							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipement des services en matériels divers ;</li> <li>• Entretien et maintenance des infrastructures .</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Cette action visait à faire passer entre 2015 et 2019 le nombre de postes de travail des services centraux disposant des ressources matérielles et infrastructurelles de 118 à 300. Au terme de l'année 2017, on dénombre deux cent dix-huit (218) postes de travail dûment équipés.							
Perspectives 2018	Poursuite des acquisitions en matériels et équipements divers en vue de doter les services du MINATD d'infrastructures et équipements adéquats.							

Action 05 ÉTUDES STRATEGIQUES, PLANIFICATION, BUDGETISATION ET SUIVI-EVALUATION								
OBJECTIF	Promouvoir la planification et une meilleure mise en œuvre de la stratégie ministérielle							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification et de programmation élaborés annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	145 000 000	145 000 000	134 000 000	134 000 000	134 000 000	134 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• élaboration de la revue 2016 et actualisation des programmes du MINATD ;</li> <li>• élaboration de la chaîne des résultats 2016 du MINATD ;</li> <li>• actualisation du CDMT 2017-2019 du MINATD;</li> <li>• élaboration du PPA 2017 du MINATD;</li> <li>• élaboration du référentiel du CEP ;</li> <li>• préparation et production de la documentation en vue du passage au CIEP ;</li> <li>• élaboration du RAP 2016 ;</li> <li>• élaboration et production de toute la documentation de la chaîne PPBS.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Tous les documents de planification, de programmation et de budgétisation requis ont été produits au cours de l'exercice budgétaire 2017, d'où le taux de réalisation technique de 100%.							
Perspectives 2018	Poursuite du renforcement des capacités des acteurs de la Chaîne PPBS.							

## Action 06 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINATD

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière et budgétaire des programmes du MINATD							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution financière du budget du MINATD				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  81,86%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		85.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		97,28%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 221 790 000	1 221 790 000	1 067 850 430	1 067 850 430	1 049 802 656	778 937 545	98,3 %	97,74 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la bonne exécution financière des programmes opérationnels ;</li> <li>prise en charge des mutations des personnels, des missions à l'étranger et des indemnités diverses;</li> <li>traitement de la dépense et suivi budgétaire;</li> <li>organisation de la Journée Internationale de la Femme 2017;</li> <li>célébration de la Fête du Travail le 1<sup>er</sup> mai 2017 ;</li> <li>organisation des cérémonies officielles ;</li> <li>octroi des aides et secours ;</li> <li>fonctionnement de la commission ministérielle de passation des marchés.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les difficultés liées à l'exécution du BIP ont entravé le taux de réalisation technique qui se situe à 82% au titre de l'exercice budgétaire 2017. Toutefois, la bonne mise en oeuvre des activités de cette action ont contribué à la bonne exécution des programmes opérationnels.							
Perspectives 2018	L'appui à l'exécution des programmes opérationnels.							

Action 07 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME INFORMATIQUE ET DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE										
OBJECTIF	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion de l'information au MINATD									
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'exemplaires de l'Annuaire statistique produits et diffusés annuellement au MINATD				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2014							
	Valeur de référence:		500.0							
	Année cible:		2019							
	Valeur Cible		500.0							
Réalisation exercice (Résultat technique):		100%								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	55 500 000	55 500 000	36 957 263	36 957 263	36 957 263	36 957 263	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• élaboration du schéma directeur informatique des services centraux du MINATD ;</li> <li>• acquisition des logiciels propriétaires et Solutions antivirales ;</li> <li>• collecte et traitement des données statistiques des services centraux ;</li> <li>• élaboration et diffusion sur support numérique, de l'édition 2016 l'annuaire statistique du MINATD ;</li> <li>• entretien du réseau informatique du MINATD ;</li> <li>• maintenance des équipements informatiques ;</li> <li>• assistance conseil aux personnels .</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'édition 2016 de l'annuaire statistique « le MINATD en chiffres » a été élaborée et diffusé en version numérique sur le site web du MINATD. Plusieurs autres activités d'envergure ont été mises en œuvre en 2017 dans le cadre de cette action et justifie le taux de consommation des crédits.									
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• modernisation et sécurisation du Système d'Information du MINAT;</li> <li>• mise en œuvre du schéma directeur informatique des services centraux.</li> </ul>									

## Action 08 CONSEIL JURIDIQUE AU MINATD

OBJECTIF	Accompagner les programmes opérationnels dans l'élaboration des actes juridiques et assurer une meilleure défense de l'État en justice							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes de mémoires en défense produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		100.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		150.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		75				-		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	31 000 000	31 000 000	22 727 051	22 727 051	22 727 051	22 727 051	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2018								

Action 09 RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET PROMOTION DE LA PRATIQUE DU BILINGUISME AU MINATD										
OBJECTIF	Permettre au grand public l'accès à une information bilingue de qualité									
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités du MINATD couvertes par les médias en français et en anglais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  73,61%			
	Unité de mesure		nb							
	Année de référence:		2015							
	Valeur de référence:		121.0							
	Année cible:		2019							
	Valeur Cible		500.0							
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):		400							
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	74 600 000	74 600 000	60 394 924	60 394 924	60 394 924	60 394 924	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Création de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme.									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• gestion de la communication officielle et relations publiques au MINATD;</li> <li>• production des supports de communication au MINATD ;</li> <li>• traduction des projets de textes et notes de services à soumettre à la signature.</li> </ul>									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les moyens mis à disposition ont contribué à la mise en œuvre des activités prévues, d'où la performance obtenue de 73,61%.									
Perspectives 2018	Tenir compte des sollicitations des responsables pour un rendement efficace.									

## Action 10 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINATD							
Indicateur	Intitulé:		nombre de documents traités et archivés par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		8000.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		12000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3000					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	55 100 000	55 100 000	47 470 000	47 470 000	47 470 000	47 470 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Archivage des dossiers courants ;</li> <li>• Acheminement des documents et affranchissement du courrier ;</li> <li>• Accueil des usagers.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les moyens mis à disposition ont permis l'archivage des dossiers courants ainsi que l'acheminement des documents au MINATD.							
Perspectives 2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Procéder à l'archivage des actes de carrière du personnel ;</li> <li>• Mener une étude en vue de la mise en place d'une bibliothèque multimédia au MINAT ;</li> <li>• Mener une mission d'audit documentaire des services centraux et locaux du MINAT ;</li> <li>• Elaborer un manuel de procédure pour la gestion documentaire au MINAT.</li> </ul>							

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

En droite ligne des orientations du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation s'est fixé pour objectif de « mettre en place une administration territoriale moderne, à même de faciliter la participation des citoyens et de la société civile à la gestion des affaires publiques » à l'horizon 2019.

L'ensemble des programmes mis en œuvre en 2017 a permis d'aboutir aux résultats ci-après :

**En matière d'administration du territoire**, les activités réalisées rentrent dans le cadre du renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens :

Sur l'axe de l'amélioration de la gestion du territoire et la consolidation de l'ordre public on peut évoquer :

- la collecte, le recoupement et l'analyse du renseignement prévisionnel ;
- la mise en œuvre des activités de maintien de l'ordre en liaison avec les forces spécialisées visant la préservation de l'ordre public et la sécurité des personnes et de leurs biens;
- le règlement des litiges entre les limites des circonscriptions administratives.

S'agissant de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des autorités administratives, dépositaires de l'autorité de l'État et responsables du maintien de l'ordre public, elle s'est traduite par la poursuite de l'optimisation des capacités opérationnelles desdites Autorités à travers notamment les constructions, les réhabilitations et l'équipement des infrastructures de l'administration préfectorale. Ainsi, au terme de l'exercice 2017, les principaux résultats suivants sont affichés :

- 70 % des chefs de circonscription administrative disposent d'un logement de fonction équipé ;
- 62 % des services d'autorités administratives disposent d'un bâtiment moderne équipé suivant le standard arrêté par le MINATD.

Au plan humain, l'État est resté présent dans les localités menacées par la crise sécuritaire notamment dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

En rapport avec la modernisation du système national de l'état civil, l'importante réforme amorcée en cette matière vise, à terme, la sécurisation des actes d'état civil et, partant, celle de la nationalité camerounaise. Dans ce sillage, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a facilité la mise en place et l'opérationnalité du Bureau National de l'Etat Civil à travers l'octroi d'une subvention de deux cent cinquante millions de F CFA ayant permis :

- l'acquisition de trois (03) véhicules de fonction de type Toyota Prado Land Cruiser ;
- l'acquisition de trois (03) véhicules de fonction de type Toyota Corolla Yaris Lounge ;
- l'acquisition d'un (01) véhicule de liaison de type Toyota Hilux Pick Up ;
- l'acquisition du matériel de formation des acteurs de l'état civil.

**L'objectif stratégique du MINATD en matière de décentralisation** repose sur l'approfondissement de son processus par la mise en place effective des régions, la conduite à terme du processus de transfert des compétences et des ressources correspondantes aux CTD, le renforcement des capacités des élus et techniciens locaux pour l'émergence de la

fonction publique locale et le renforcement de leurs missions de développement local.

Au titre des résultats, les ressources mobilisées en faveur du développement local et les crédits BIP transférés aux CTD ont connu une augmentation significative comme le démontrent les chiffres ci-après :

- treize milliards (13 000 000 000) F CFA au titre du financement des projets communaux et intercommunaux à travers ;
- trois milliards (3 000 000 000) F CFA en terme de dotation ponctuelle aux communes par le FEICOM ;
- quatre milliard, six cent millions (4 600 000 000) F CFA pour l'accompagnement des projets dit à impact rapide par le FEICOM ;
- cinq milliards (5 000 000 000) F CFA au titre de la DGI mobilisés et repartis aux CTD sur la base des besoins prioritaires contenus dans les PCD ;
- un milliard (1 000 000 000) au titre des fonds de contrepartie.

S'agissant du transfert des ressources, **plus de soixante-quinze milliards (75 000 000 000) F CFA** ont été alloués aux CTD pour la gestion des compétences transférées.

Par ailleurs, la formation des acteurs de la décentralisation s'est poursuivie et aura permis de renforcer les capacités des Autorités Administratives, des maires et techniciens locaux dans le cadre des séminaires régionaux de diffusion du Guide sur la mobilisation et la sécurisation des ressources communales et, du Guide sur le régime fiscal applicable aux Collectivités Territoriales Décentralisées.

**En matière de protection civile**, les enjeux étaient en rapport avec la protection des populations, des biens et l'environnement face aux risques des catastrophes et leurs effets. Dans l'optique d'améliorer la prévention et la mitigation des effets induits par les urgences plurielles auxquelles font face notre pays, plusieurs actions ont été réalisées en 2017 dans ce domaine. Elles se présentent comme suit :

La première action, menée dans ce registre, a concerné l'opérationnalisation de la Plateforme Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (PN2RC) en application des recommandations pertinentes de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

La deuxième action a porté sur l'élaboration de quatre (04) plans d'organisation de secours (ORSEC) des départements de la Mifi, du Noun, de la Mefou-et-Afamba et de la Vina. Il est à noter que deux desdits plans ont été financés par le budget d'investissement et les deux (2) autres, grâce au partenariat avec le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre des activités du programme Résilience des Populations aux Effets du Changement Climatique (REPECC). En prélude à la réalisation de ces plans ORSEC, les membres des comités de crise des quatre départements suscités ont pris part à un atelier de renforcement des capacités en organisation des secours. Par ailleurs, le plan d'urgence de la ville de Limbé a été élaboré à l'occasion de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2019).

La troisième action s'est articulée autour de l'assistance aux victimes des catastrophes et calamités naturelles. Sur ce plan, plusieurs descentes sur les sites ont été effectuées pour apporter aux populations sinistrées, la compassion, le réconfort et l'assistance des pouvoirs

publics. Ce fut le cas notamment à Alvakaye Zina dans le Département du Logone-et-Chari, et à Alvakaye Maga, dans le Département du Mayo-Danay, suite aux inondations enregistrées dans ces localités.

La quatrième action a consisté à la gestion des réfugiés et des déplacés internes. Il convient de souligner que l'ensemble des opérations des administrations de l'Etat et des Partenaires humanitaires au bénéfice des populations vulnérables, ont été coordonnées au niveau de la plateforme de collaboration mise en place par le Président de la République (Comité Interministériel pour la Gestion des Réfugiés au Cameroun). Dans ce chapitre, l'une des actions les plus significatives a été la signature, le 02 mars 2017, de l'accord tripartite Cameroun-Nigéria-HCR, en vue du rapatriement volontaire et progressif des réfugiés nigériens vivant dans la Région de l'Extrême-Nord.

### 3.2. LEÇONS APPRISES

L'exécution du budget et des programmes au cours de l'exercice budgétaire 2017 a mis en lumière certaines difficultés notamment au plan managérial dont les plus importantes sont :

- l'efficacité dans la mise en œuvre des programmes est fortement tributaire de la capacité du département ministériel à améliorer la visibilité dans l'identification des problèmes à résoudre et la formulation des programmes ;
- les indicateurs à sélectionner dans le cadre du suivi et de l'évaluation des programmes devraient nécessiter l'assistance permanente de l'Institut National de la Statistique ;
- l'implémentation réussie de la réforme des finances publiques au sein du département ministériel nécessite l'organisation et la formalisation des processus inhérents au dialogue de gestion, à travers notamment la mise en œuvre de la Charte ministérielle de gestion ;
- les processus de maturation des projets méritent d'être renforcés, surtout en l'absence d'une structure en charge de la planification.

### 3.3. PERSPECTIVES 2018

Au regard des projections initiales et des résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes, les perspectives générales se présentent comme suit :

- la mise en œuvre de la Charte de gestion ministérielle, en vue de fluidifier les processus d'élaboration, de gestion et d'évaluation des programmes ;
- la reformulation, l'affinage et l'opérationnalisation des objectifs des programmes et des actions ainsi que de leurs indicateurs afin d'optimiser les processus de suivi-évaluation.

De manière spécifique, les perspectives envisagées par programme peuvent se résumer de la manière suivante :

En ce qui concerne le **Programme 092, « Modernisation de l'Administration du Territoire »**, la priorité sera accordée aux aspects ci-après :

- le renforcement des ressources des Autorités Administratives pour la collecte du renseignement prévisionnel;

- la poursuite de l'amélioration du cadre de travail et de vie des Autorités Administratives, à travers notamment la poursuite de la construction, la réhabilitation et l'équipement des bureaux et des résidences d'astreinte ;
- la modernisation du système de gestion et de suivi des activités des armureries et des sociétés privées de gardiennages ;
- la mise en place et l'opérationnalisation de l'Autorité des Jeux.

S'agissant du **Programme 093, « Approfondissement du Processus de Décentralisation »**, les actions de ce programme relèvent dorénavant du MINDDEVEL.

En rapport avec le **Programme 094, « Développement du Dispositif National de Protection Civile »**, les principales orientations stratégiques vont dans le sens :

- de la poursuite de l'élaboration des plans d'organisation des secours (ORSEC);
- de la révision et l'édition du Plan National de Contingence ;
- de l'élaboration du cadre juridique des Centres d'Opérations d'Urgences (COU) ;
- de la réalisation de la cartographie des zones à risque à l'échelle régionale ;
- de la migration progressive d'une assistance humanitaire d'urgence vers une assistance de résilience et de développement ;
- de la réinsertion socio-économique des populations internes déplacées ;
- du rapatriement progressif des réfugiés.

Enfin, dans la mise en œuvre du **Programme 095, Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur administration du Territoire »**, il sera essentiellement question :

- du renforcement de la gouvernance ;
- de l'amélioration des conditions de travail du personnel ;
- de la poursuite de la mise en œuvre du plan de formation triennal ;
- de la mise en œuvre du schéma directeur informatique des services centraux ;
- de l'adoption et la mise en œuvre d'une charte ministérielle de gestion.